

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales a évalué à 2 413 400 \$ le montant qu'il convient d'octroyer en 1997-1998 pour le financement des services administratifs du Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec;

ATTENDU QUE l'organisme requiert une avance dès le début de l'année financière 1998-1999 correspondant à 25 % de la subvention octroyée en 1997-1998 afin de couvrir ses dépenses.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE soit octroyée au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec une subvention de 2 413 400 \$ pour l'exercice financier 1997-1998;

QU'une avance correspondant à 25 % de la subvention octroyée en 1997-1998, soit versée au Regroupement, au début de l'année financière 1998-1999;

QUE les fonds requis pour le versement de l'aide financière soient puisés à même les crédits du ministère des Affaires municipales (programme 05, élément 01).

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27865

Gouvernement du Québec

Décret 676-97, 21 mai 1997

CONCERNANT des modifications au décret 1541-96 du 11 décembre 1996 relatif à la population des municipalités

ATTENDU QUE, par le décret 1541-96 du 11 décembre 1996, le gouvernement a établi la population de chacune des municipalités locales du Québec et de chacun des villages nordiques pour l'année 1997;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce décret pour tenir compte des changements aux limites territoriales de certaines municipalités survenus entre le 6 octobre 1996 et le 1^{er} janvier 1997;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE l'annexe du décret 1541-96 du 11 décembre 1996 soit modifiée comme suit:

1^o Les mentions «Sacré-Coeur-de-Crabtree M 1205» et «Crabtree M 2273» sont remplacées par la mention «Crabtree M 3478»;

2^o Les mentions «Saint-Sylvestre P 635» et «Saint-Sylvestre VL 370» sont remplacées par la mention «Saint-Sylvestre M 1005»;

3^o Les mentions «Weedon CT 691» et «Weedon Centre VL 1262» sont remplacées par la mention «Weedon M 1953»;

4^o Les mentions «Saint-Victor VL 1182» et «Saint-Victor-de-Tring M 1212» sont remplacées par la mention «Saint-Victor M 2394»;

5^o La mention «Matimekosh RI 403» est remplacée par la mention «Matimekosh RI 355»;

6^o Les mentions suivantes sont ajoutées dans la liste des territoires non organisés de la municipalité régionale de comté de Vallée-de-l'Or:

«Matchi-Manitou NO O»
«Lac-Bricault NO O»
«Lac-Granet NO O»;

7^o La mention suivante est ajoutée dans la liste des réserves indiennes:

«Lac-John RI 48»;

QUE le présent décret ait effet à compter du 1^{er} janvier 1997.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27866

Gouvernement du Québec

Décret 677-97, 21 mai 1997

CONCERNANT la nomination de deux membres à l'Office de la langue française

ATTENDU QUE l'article 100 de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) institue un Office de la langue française;

ATTENDU QUE l'article 101 de cette loi prévoit que l'Office est composé de cinq membres dont un président, nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans;

ATTENDU QUE madame Marie-Éva de Villers a été nommée membre de l'Office par le décret 672-95 du 17 mai 1995 pour un mandat se terminant le 16 mai 2000, qu'elle a démissionné de ses fonctions le 25 février 1997 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Fernand Daoust a été nommé de nouveau membre de l'Office par le décret 767-94 du 25 mai 1994 pour un mandat se terminant le 24 mai 1997 et qu'il y a lieu de renouveler son mandat;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française:

QUE madame Nunzia Iavarone, directrice, Services linguistiques et présidente, Comités de francisation La Baie et Zellers, Compagnie de la Baie d'Hudson, soit nommée membre de l'Office de la langue française, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes, en remplacement de madame Marie-Éva de Villers;

QUE monsieur Fernand Daoust, vice-président aux Affaires canadiennes et internationales, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), soit nommé de nouveau membre de l'Office de la langue française, pour un mandat de cinq ans à compter du 25 mai 1997;

QUE ces membres ne reçoivent pas d'allocation de présence et que, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, ils soient remboursés conformément aux règles applicables aux membres d'organismes édictées par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27848

Gouvernement du Québec

Décret 678-97, 21 mai 1997

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal

ATTENDU QUE la Société de la Place des Arts de Montréal est un organisme institué en vertu de la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., c. S-11.03);

ATTENDU QUE l'article 4 de cette loi prévoit que les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres nommés par le gou-

vernement et que trois de ces membres, autres que le président, sont nommés sur la recommandation de la Communauté urbaine de Montréal;

ATTENDU QUE l'article 6 de cette loi stipule que le mandat des membres de la Société est d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret 21-94 du 10 janvier 1994, madame Louise Lemieux-Bérubé était nommée membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal pour un mandat de trois ans, sur la recommandation de la Communauté urbaine de Montréal, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la recommandation de la Communauté urbaine de Montréal a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE madame Myriam Ouimet, vice-présidente aux relations gouvernementales, Ouimet-Cordon Bleu inc., soit nommée membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de madame Louise Lemieux-Bérubé.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27849

Gouvernement du Québec

Décret 679-97, 21 mai 1997

CONCERNANT la nomination d'un membre de l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 7 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs de l'Université sont exercés par l'assemblée des gouverneurs, composée notamment de sept personnes nommées pour trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, après consultation des groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *c* à *f* de l'article 7, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;